

» Le gouvernement a reçu ce matin des nouvelles télégraphiques de Dijon, Strasbourg, Lille, Bordeaux et de plusieurs autres grandes villes; la tranquillité la plus parfaite n'avait pas cessé d'y régner. »

— Nous lisons dans une lettre de Lyon, du 24 novembre :

« Ce soir, le préfet Bouvier-Dumolard paraît diriger, sans presque aucune opposition, dans le sens du gouvernement du roi. Les ouvriers semblent tout étonnés de leurs succès, et embarrassés du pouvoir qui leur est tombé entre les mains. »

» Tous les citoyens font maintenant le service en bizets, les bourgeois mêlés avec les vainqueurs.

» Il est huit heures du soir, tout va bien; je regarde le bon accord comme rétabli entre les bourgeois et les ouvriers. »

(Journal des Débats.)

— Le ministre de la guerre vient de transmettre au général commandant la 16^e division militaire, l'ordre de désarmer la place de Lille immédiatement. On a commencé dès le 25 l'exécution de cet ordre: plusieurs pièces et plates-formes en batteries sont déjà rentrées à l'arsenal. Cette mesure est d'un heureux augure pour le maintien de la paix; nous ne nous expliquons pas cependant cet empressement à dégarnir nos remparts, qui n'avaient pas même un demi-armement.

Une autre mesure qui coïncide avec celle-ci, c'est la réduction du nombre des chevaux de trait affectés au service de l'armée. On a résolu de mettre un certain nombre de ces chevaux à la disposition des cultivateurs qui pourraient en avoir besoin, sous la condition de les restituer à la première réquisition. M. le préfet vient d'adresser à ce sujet une circulaire aux maires des communes du département.

— L'affaire de Lyon paraît se calmer. Dès l'instant que la rébellion s'est concentrée dans une ville, on a pu en prévoir l'issue. Le concours des pouvoirs, l'appui des citoyens et de l'armée n'ont pas manqué au gouvernement. D'ici à peu de tems tout rentrera dans la hiérarchie régulière de l'administration.

L'émeute de Lyon n'a pas eu de retentissement. Les départements sont tranquilles; à Paris, l'ordre le plus parfait n'a cessé de régner. Tous les bons citoyens entourent le gouvernement de leur confiance; le peuple sait bien qu'il n'y a de travail que dans la paix des transactions, et que cette paix n'existe que lorsqu'il y a respect pour les lois et le gouvernement.

L'Angleterre s'étonne que le désarmement ne soit pas poussé avec plus d'ardeur en Europe. Le *Courier* anglais en exprime plus que de la colère! « Il n'y aura, dit-il, sécurité pour la paix, maintien des garanties pour l'avenir, que lorsque les gouvernements auront renoncé à ces grandes armées qui les épuisent. » Il s'étonne à cette occasion des nouveaux emprunts que contracte l'Autriche et de l'entêtement de la Prusse, qui, malgré sa misère, entretient des armées permanentes si nombreuses.

Est-il étonnant que l'Europe ne soit pas désarmée, lorsqu'on jette les yeux sur les deux derniers documents politiques que nous avons publiés hier: le discours du roi Guillaume aux états-généraux et l'amnistie de l'empereur Nicolas en faveur des Polonais?

Qui pourrait croire à l'exécution des protocoles de la conférence, lorsque Guillaume demande le concours de nouveaux efforts et des subsides pour continuer la guerre? Il n'y a dans ce document rien qui fasse croire à l'acceptation prochaine des protocoles.

— On lit dans le *National*, au sujet des troubles de Lyon :

« Nous nous étonnons de l'espèce de satisfaction et de sécurité que le gouvernement et ses amis trouvent à dire: « L'insurrection » n'est point politique; ce n'est point un mouvement en faveur » de Napoléon II, d'Henri V ou de la république; c'est une simple lutte entre des ouvriers et des fabricans. » Un journal ministériel nous loue d'avoir reconnu ce fait, que le mouvement n'est pas le résultat d'un complot politique. Mais la chose est mille fois plus grave à nos yeux. Une insurrection contre l'état actuel de la société, quand elle obtient tout d'abord un si formidable succès, et qu'elle passe auprès du gouvernement sans lui demander seulement son nom, est la plus triste preuve que la société et le gouvernement ne se ressemblent pas du tout; que le gouvernement est presque un étranger dans le pays qu'il est censé régir. Cela veut dire qu'il s'agit, dans les profondeurs de notre vieil état social, des questions beaucoup plus graves que celles même qui peuvent être décidées par un changement de dynastie ou de gouvernement.

Du 28. — On annonçait aujourd'hui à la bourse l'arrivée à Lyon de M. le duc d'Orléans. Cette nouvelle, répandue parmi les spéculateurs, a maintenu les cours; il y a eu même une légère hausse. Ce soir on ajoutait que le prince avait paru au théâtre, et avait été salué par de vives et unanimes acclamations.

Les nouvelles officielles disent seulement que S. A. R. est arrivée à Trévoux avec le maréchal duc de Dalmatie.

Tout est rassurant dans les rapports venus au gouvernement sur

l'état des provinces. La triste affaire de Lyon n'a pas eu de retentissement.

Nous osons espérer qu'il n'y aura ni résistance ni bataille, et que le grand mouvement de troupes qui s'opère n'aura d'autre résultat que de prouver aux fauteurs de troubles les forces immenses dont le gouvernement peut disposer contre leurs projets insensés.

Le gouvernement paraît moins occupé de l'affaire de Lyon que d'un complot près, dit-on, d'éclater à Paris en faveur de Napoléon II. Plusieurs arrestations ont été faites; des perquisitions ont eu lieu, et l'on a saisi des fabriques de poudre et de cartouches.

— Extrait du *Moniteur* :

Une dépêche télégraphique datée du 27 est arrivée aujourd'hui à Paris. Elle est envoyée par le préfet du Rhône, et commence par ces mots: *Toujours même tranquillité. J'espère...* Les brouillards qui interrompaient les communications ne s'étant dissipés qu'à la fin du jour, et la nuit étant survenue trop tôt, il a été impossible de connaître la fin de la dépêche.

Tel est ce soir 27, à minuit, l'état des choses, résumé des rapports parvenus au gouvernement.

On voit que tout est mûr pour une solution qui ne pourra manquer de suivre promptement l'arrivée de S. A. R. M. le duc d'Orléans et de M. le maréchal ministre de la guerre.

— Extrait du *Précurseur de Lyon*, du 25 novembre :

La journée s'est passée dans le calme le plus parfait, et à voir l'ordre qui règne dans notre cité, un étranger ne pourrait se persuader que nous sommes au lendemain d'une guerre civile.

Les rangs de cette garde se complètent d'heure en heure, par le concours empressé de tous les bons citoyens, qui ont compris qu'elle est notre seule garantie contre les tentatives que pourraient faire, soit les malfaiteurs étrangers que renferme la ville, soit les ennemis secrets du gouvernement sorti des barricades.

Du reste, il faut bien le dire pour rassurer ceux qui ne connaîtraient pas comme nous l'esprit de la population laborieuse de Lyon: toute tentative politique dans l'intérêt d'un parti quelconque, carliste, républicain ou napoléoniste, ne trouverait nulle sympathie parmi les hommes que nous avons vus combattre avec une si brillante valeur, mais chez lesquels nous admirons encore plus l'amour de l'ordre que le courage militaire.

De misérables essais ont été faits par d'obscurs factieux, et leur résultat a prouvé que nous ne nous étions point trompés en affirmant que la cause unique de la déplorable lutte dont nous avons été témoins est une question d'économie publique et de la législation commerciale, et non point une conspiration politique.

Un placard que toute la ville a lu, et la proclamation qui lui sert de réponse, et qu'on verra ci-après, montrent à quels moyens le parti qui se dit républicain a recours pour se créer un fantôme de popularité. Si les détails qu'on nous donne sur cette affaire sont exacts, comme nous sommes portés à le croire, la haute politique de ces Washington improvisés est tout simplement un faux en signature privée.

Quant au parti carliste, il marche dans des voies plus innocentes: il se contente de semer dans les corps-de-garde des fleurs de lys que nos braves ouvriers repoussent du pied dans l'égoût de la rue, et des proclamations sentimentales en faveur du petit-fils de celui qui faisait mitrailler les ouvriers de Paris il y a quinze mois, proclamations qui servent à allumer les pipes dans les postes où on les dépose.

Aujourd'hui, le conseil municipal a voté une somme de cent cinquante mille francs pour parer aux premières nécessités du moment, et soulager les blessés et leurs familles.

Des bruits ont circulé durant la journée sur l'approche de différents corps de troupes qui auraient, dit-on, pris position autour de Lyon. Ces bruits sont mal fondés: des troupes sont en effet arrivées près de la ville, mais ce sont celles que le général Roguet avait fait demander aux garnisons les moins éloignées, comptant qu'elles arriveraient avant la fin du combat. Ce qui s'est passé depuis rend leur présence inutile. Une lettre du général Roguet, que M. le préfet a bien voulu nous communiquer, renferme d'ailleurs les assurances les plus positives sur l'intention où il est de ne faire aucune tentative militaire contre la ville; et nous sommes convaincus que le gouvernement est d'autant plus éloigné d'employer des mesures de violence, que la rentrée paisible des troupes, dès que les intérêts intérieurs les plus pressans auront été réglés, nous semble une chose toute simple, toute naturelle, et à laquelle personne ne songera à s'opposer.

— De nombreuses arrestations paraissent avoir été faites aujourd'hui à Paris. On a vu entrer au dépôt de la préfecture de police plusieurs voitures escortées de hussards et de gardes municipaux.

— On nous assure, dit la *Révolution*, que soixante-dix mandats d'amener ont été lancés, et que dix seulement ont reçu leur exécution.

— Suivant le *Messageur*, on a encore saisi aujourd'hui une fa-